Cahier de doléances du Tiers État de Sénéchas (Gard)

Ébauche de remontrances et doléances générales et particulières, faites à la hâte pour la communauté de Sénéchas, diocèse d'Uzès.

1

1. Il y a sur la terre deux sortes de pouvoirs suprêmes indépendants l'un de l'autre : celui de l'encensoir et celui du glaive.

Ces deux empires s'étendent uniquement, l'un sur les âmes, l'autre sur les corps.

Les peuples sont sauvages ou civilisés.

Chez les peuples civilisés, la puissance temporelle gît sur la tête de plusieurs ou d'un seul.

Il serait bon de peser et reconnaître les différentes espèces de gouvernements, les républiques, les monarchies, le despotisme, l'aristocratie, la démocratie, les gouvernements mixtes, et d'assigner à chacun leurs pouvoirs et leurs devoirs dans de justes bornes.

2. Les républiques dégénèrent en monarchies, et celles-ci en despotisme. Les deux premiers gouvernements sont bons et peuvent être durables. Le troisième, étant forcé et contre nature, ne peut subsister longtemps. A sa chute, les peuples redeviennent libres.

La multitude doit avoir un ou plusieurs maîtres, ce qui lui serait indifférent, pourvu qu'elle fût bien gouvernée. Mais l'expérience apprend qu'il en vaut mieux un seul que plusieurs.

L'état républicain favorise les grands hommes et les ambitieux, mais le peuple n'y est pas, au fond, plus heureux que dans l'état monarchique.

3. La France est un état monarchique.

Pour la gloire du Roi, la sûreté de l'État et le bonheur du peuple, il semble qu'on devrait :

4. Convoquer à perpétuité les États généraux, ordinairement de dix ans en dix ans, et extraordinairement toutes les fois que les besoins du royaume l'exigeraient ;

5. Les États provinciaux tous les cinq ans et plus souvent, selon la nécessité des affaires ;

6. Et les assemblées diocésaines tous les ans ;

7. Compter les voix de ces Assemblées par tête et non par ordre ni chambre de délibérants ;

8. Donner au peuple la moitié des voix, à la Noblesse les deux tiers et au Clergé le tiers de l'autre moitié ;

9. Faire que les députés de chaque ordre fussent élus avec liberté par leurs pairs uniquement ;

10. N'admettre pour électeurs et pour élus que des gens de bien dans la force du terme ;

11. Suivre pour la formation des États généraux et particuliers, à l'avenir, une marche entièrement libre et

¹ En marge : Puisse-t-il arriver de cet écrit ce qu'un célèbre poète disait : « Du fumier d'Ennius je tire de belles perles ».

tracée seulement par la raison et l'équité ;

12. Dans le choix des députés aux États généraux et particuliers, et dans la discussion des matières qui y sont traitées, écouter la seule voix de la conscience, étant rare que dans les affaires publiques et nationales les plus honnêtes gens ne soient aussi les plus habiles.

13. Les mandés devraient rendre compte à leurs mandants.

14. La taxe des députés ne devrait pas excéder leur honnête entretien ;

15. Répandre par la voie de l'impression les actes importants des Assemblées nationales ;

16. Étendre les impôts indistinctement sur les gens et les biens privilégiés et non privilégiés ;

17. Voir jusqu'à quel point, dans les temps ordinaires, les impôts peuvent être étendus pour payer les charges de l'État sans ruiner le peuple ;

18. Quels sont les devoirs réciproques entre le souverain et les sujets ;

19. Fixer les règles d'égalité et de subordination entre les différents ordres et entre les sujets de chaque ordre ;

20. Faire verser directement, et sans passer par tant de mains, les subsides dans les coffres du Roi ;

21. Permettre à chaque province d'amortir les charges fiscales et les privilèges onéreux acquis à prix d'argent ;

22. Décharger les grains, sels et autres objets de première nécessité, de tous droits, et mettre ces droits sur les objets de nécessité seconde et de luxe ;

23. Faire des lois somptuaires.

La communauté désire de faire parvenir au ministre et aux États généraux les projets suivants, pour être exécutés dans le temps, s'ils sont jugés admissibles ;

24. Diviser le royaume en un nombre de provinces, les provinces en diocèses et les diocèses en paroisses, chaque espèce d'une égale étendue, autant que les mers, les chaînes de montagnes, le cours des fleuves et des rivières, le permettraient ; car ces monuments fixes étant comme posés par la nature à dessein de servir de bornes, doivent déterminer les limites des lieux, quoique il en résulte quelque irrégularité. Ainsi, selon leur convenance, il faut, dans ce partage, carrer ou arrondir, allonger ou élargir chaque objet ;

25. Placer la capitale des provinces, des diocèses et des paroisses, dans la ville, le bourg et le village le plus au centre de chaque endroit, autant que le comporterait la commodité des lieux et la bonté du climat, hormis que la situation de quelque grande ville, les eaux ou quelque autre considération en disposassent autrement ;

Si le lieu central était favorisé par la nature et qu'il ne manquât pas d'habitation, il faudrait, quand les affaires de l'État le permettraient, y faire bâtir et y établir toutes les commodités possibles ;

Établir dans la capitale de chaque province une métropole, un parlement, un gouvernement, une généralité, une université et une intendance ; dans celle de chaque diocèse, le siège épiscopal, un séminaire et un collège, et dans le chef-lieu des paroisses, l'église et une école pour apprendre à lire, à écrire, l'arithmétique, le catéchisme, le chant d'église et la loi du royaume ;

Cette envie d'établir, pour une plus grande perfection et l'utilité la plus générale, la capitale des provinces dans leur milieu, ne doit point s'étendre de manière à dépouiller les bonnes villes du royaume de leurs privilèges. Outre les dépenses et les dommages immenses que cela occasionnerait en pure perte, il serait, par exemple, ridicule et fou de vouloir aujourd'hui fixer la capitale de la France au centre de l'État, au préjudice de Paris, la splendeur du royaume et l'abrégé du monde entier ;

26. Établir des routes générales d'une extrémité du royaume à l'autre, passant par les villes et les endroits considérables et aboutissant aux ports de mer ; en faire de moins considérables de province en province, de diocèse en diocèse et d'une ville à l'autre, et n'épargner rien pour les rendre commodes et courtes, dès que

cela pourrait se concilier ensemble ;

27. Ouvrir des canaux de communication et de commerce d'une mer, d'un fleuve à l'autre ; faire des saignées aux fleuves et aux rivières partout où il sera possible, pour porter l'eau dans les terres et les fertiliser ;

28. Nommer de bons ingénieurs dans les villes pour faire des places, des portiques, des alignements de rues et de fenêtres de la façade uniforme des nouvelles maisons, et les faire exécuter à propos, à mesure que l'occasion s'en présentera ; veiller à la conservation des édifices et endroits publics ;

29. Établir, autant qu'on pourra, dans chaque lieu, des chemins, des places, des fontaines, des bains, des lavoirs et autres ouvrages publics. Quand toutes ces commodités manqueraient, un particulier riche ne s'en ressentirait pas, mais c'est le peuple qui en a besoin, ce corps qui partout fait le plus grand nombre, qui manque souvent de tout ou est trop négligé, et cependant qui partout et toujours supporte presque tout le fardeau des charges, et de l'état duquel dépend le bonheur ou le malheur d'un empire ;

30. Rendre les foires et les marchés moins communs, même dans les endroits les plus fréquentés. Il se ferait en un jour les affaires où l'on en emploie plusieurs, et l'on épargnerait un temps considérable, qui pourrait être employé utilement à cultiver les biens-fonds. On s'est aperçu que la multitude des foires et des marchés, distrayant les habitants de leur travail par l'espérance de quelque profit, portait un grand préjudice à l'agriculture ;

31. Mais il faudrait qu'il y eût une foire par paroisse, afin que tout se ressentit du bien qu'elles procurent, et établir partout une circulation pareille à celle du sang dans le corps. Pour cela, il serait nécessaire de faire de bons chemins partout, et des places belles et commodes dans chaque paroisse, grandes à proportion de l'affluence du peuple ;

32. Ne permettre l'exportation des grains, vins, huiles, sel, laines, chanvres et autres effets de première nécessité, que quand ils seraient, dans toutes les provinces du royaume, au-dessous d'un certain prix qui ne tînt point de la cherté ;

33. Empêcher l'exportation des soies, laines et chanvres sans être facturés, ² l'importation des choses purement de luxe. On aurait seulement la liberté d'imiter les belles productions étrangères et leurs ouvrages d'agrément ;

34. Substituer aux règnes végétaux et animaux les espèces qu'on trouverait préférables ailleurs, mais faire ceci avec mûr examen et la plus grande exactitude ;

35. Publier les découvertes faites dans l'agriculture, et rendre pratique tout ce qui tend à sa perfection.

Il faut, à l'exemple des Romains, adopter de l'étranger tout ce qu'il a de préférable à nous ;

37. N'avoir qu'un poids et qu'une mesure. On pourrait former les mesures de capacité et de distance sur le même plan ;

Par exemple, ne se servir dans les mesures de distance que des expressions de poste, mille, toise, pas, pied, ligne et point ; faire la toise de cinq pieds, le pas de deux pieds et demi ;

38. Faire les mesures de capacité égales pour les objets solides et liquides, et ne se servir que des mesures suivantes : tonne, charge, cube, boisseau, quarton, huitain, seizain. Le cube serait une mesure de la capacité d'un pied cube, le boisseau, moitié du cube, le quarton, moitié du boisseau, le huitain, moitié du quarton, le seizain, moitié du huitain. La charge serait composée de dix cubes et la tonne de vingt charges ;

39. Faire les monnaies d'une valeur plus propre pour le calcul, et par là plus facile pour le commerce, comme mettre les pièces de 12 s. à 10, celles de 24 s. à 20, les écus de 6 l. à 5, les louis d'or à 25 et 50 l., mais en même temps les accommoder à leur valeur intrinsèque et au poids reçu.

40. Le crédit est la vraie source de l'usure, le germe de la plupart des procès, de la discussion et du dépérissement des biens-fonds, et la ruine d'un grand nombre de familles. Pour peu qu'on approfondisse cette matière, on verra que de son abolition dépend la tranquillité de tous les citoyens.

² et

41. Si l'on autorisait le crédit chez les marchands en gros, les seuls hommes où il souffre le moins d'inconvénients, il faudrait encore en supprimer la contrainte personnelle. Il en résulterait que ces marchands, ou auraient des biens meubles ou immeubles, ou feraient société avec ceux qui en ont, lesquels deviendraient leurs garants, ou bien qu'ils seraient d'une si grande probité qu'elle leur tiendrait lieu de fonds ;

42. Empêcher soigneusement que l'État et les corps s'endettent.

43. Réduire les impôts à deux uniformes dans tout le royaume, l'un personnel, l'autre foncier, proportionnés aux besoins de l'État et aux facultés d'un chacun, au moyen desquels impôts tous péages, douanes, leudes, droits sur les grains, vins, huiles, viandes, sel, laines, chanvres, les jurandes et autres entraves, seraient levés dans l'intérieur du royaume.

44. Le premier consisterait en une capitation dont personne ne serait exempt. La répartition s'en ferait sur la déclaration que chacun donnerait tous les ans, à la maison de ville, de ses revenus, tant fixes, comme pensions, rentes, etc., que casuels, tels que le produit d'une charge, d'un commerce, d'un métier ;

En cas de fausse déclaration, condamner le contrevenant en une double capitation pour l'année courante, et en tous les arrérages de la quotité dont il se serait soustrait par son mensonge.

45. L'impôt territorial devrait porter sur tous les fonds sans distinction, et être perçu en nature, comme la dîme ecclésiastique.

46. Lorsque le Roi rend un édit, une ordonnance ou une déclaration, il abroge tout ce qui y sera opposé dans les précédentes ordonnances, desquelles néanmoins il ordonne l'exécution en tout ce qui ne sera point contraire à cette dernière disposition.

Cette forme de prononcer évite beaucoup de travail aux rédacteurs des nouvelles ordonnances, mais elle en donne infiniment au reste du royaume, car il faut que quiconque veut connaître à fond nos lois les mette toutes sous ses yeux. Et en ayant soustrait tous les articles abrogés, il faut encore qu'il adapte les articles restants aux coutumes de son pays et à la jurisprudence du parlement dont il ressort. Ce qui lui reste de ces modifications lui donne la loi vivante.

47. Les lois vivantes du royaume devraient être recueillies en un seul ouvrage, pour les rendre familières à tout le monde.

Si l'on ne voulait point innover à notre jurisprudence, ce travail d'épurer la loi vivante de cette foule de lois qu'on peut dire paralysées, en ce que partie en est en vigueur et le reste en désuétude, devrait être fait par une compagnie de jurisconsultes et confirmé par le Roi.

48. La justice se rend d'une manière lugubre, dans un style barbare, et est assujettie à un amas de formalités qui embarrassent et éternisent les affaires, et en rendent la marche inintelligible à la plupart des citoyens.

Quand un bâtiment est d'un mauvais goût, la correction de ses différentes parties n'en peut pas faire un ouvrage exact : il est absolument nécessaire de le changer en entier.

Aussi toutes les réformes qu'on peut faire à un mauvais code ne le rendront jamais parfait. Il faut en venir à un nouveau plan de législation.

49. Dans un État quelconque, il ne doit y avoir qu'une loi. La France est comme divisée en autant de parties qu'il y a de coutumes différentes : d'où un étranger conclurait qu'autant de coutumes font autant d'États à part. De là, ce qui est blanc dans l'une est quelquefois noir dans l'autre.

Un bon juriste des pays coutumiers peut être un ignorant en pays de droit écrit. Il en est de ceci comme des caractères chinois. Un homme de loi ayant employé son temps à étudier les variations des coutumes, meurt avant d'avoir eu loisir d'apprendre bien des choses essentielles à sa profession. Il en résulte des questions à décider à l'infini³ un grand travail de plus dans l'administration de la justice.

Le meilleur serait de simplifier les choses, sans cependant les réduire à rien à force de les rendre générales.

Un peuple ne sera heureux que par la sagesse des lois qui le gouvernent.

³ et

50. Un code bien fait peut devenir le code de l'univers.

Il n'aurait pas besoin d'être particularisé pour chaque partie du globe, puisque, comme les facultés de penser, de sentir et d'agir sont partout les mêmes, la différence entre les hommes de divers climats, abstraction faite de leurs préjugés, de leurs créances et de leurs lois, qui se sont, pour ainsi dire, mis à leur pli, se réduit à rien.

Les méchants ne voulant point suivre les principes de justice innés dans eux, ni obéir à la loi divine, les lois humaines ont été instituées pour régler leurs actions extérieures, les seules dont nous puissions avoir une exacte connaissance.

51. Il faut du patriotisme dans un État. Le moyen d'attacher chacun à sa patrie, c'est de l'y rendre plus heureux qu'il ne saurait l'être ailleurs. Ce bonheur dépend des lois plus que de toute autre chose.

Une bonne loi doit avoir pour but le culte de la Divinité et le bonheur des hommes. Elle doit être dictée par Dieu lui-même, ou par les plus fortes raisons de justice et d'équité qu'il a gravées dans le cœur de tous les hommes. Dans le premier cas elle est parfaite ; dans le second elle approche le plus qu'il est possible de la perfection.

52. Elle doit être tranchante et décisive. Son empire doit partir d'elle-même, ou des plus forts arguments qui répondent à la soutenir. Elle doit être motivée, mais d'une manière qui ne tienne pas de la gêne, et que le législateur ne semble pas forcé à donner ses raisons : il faut qu'elles soient amenées par le sujet, mais comme venant d'elles-mêmes, l'art consistant à cacher l'art.

Pour la faire, il faut mettre tous préjugés à part, prendre pour guide la justice, la raison, la vraie religion, consulter toutes les lois anciennes et modernes, l'expérience que nous fournit l'histoire de tous les pays et de tous les âges, et faire usage de toutes les connaissances qu'on a de l'homme ; que le droit naturel, le droit des gens, le droit public et le droit privé y soient discutés à fond ; qu'on en choisisse ce qui paraît le plus juste.

53. Il faut encore qu'une loi soit claire, méthodique et de la plus grande précision, qu'elle évite la trop grande brièveté et la longueur extrême, également nuisibles. Son style doit être simple, noble et majestueux. Que rien n'y manque, soit pour la forme, soit pour le fond, mais aussi qu'il n'y ait rien d'oiseux ni d'inutile. En un mot, ce doit être un ouvrage exquis par le choix de ses matériaux, la forme de leur distribution et l'ensemble du tout ; un tout parfait en lui et en chacune de ses parties.

54. La loi n'étant que la rédaction par écrit des principes d'équité innés dans le cœur de tous les hommes, quiconque pense bien pense comme la loi.

55. Il ne faut pas donner le soin de refaire un code aux seuls jurisconsultes, lesquels sont souvent trop imbus des lois qu'ils ont longtemps pratiquées ; il faut encore que les véritables philosophes, les gens du plus grand sens, les hommes vertueux et ceux d'une expérience consommée y soient employés.

Mais où les prendre, ces sages ? Toutes les nations de la terre ont produit des grands hommes en tout genre. Ils n'ont pas toujours été connus, les uns pour n'avoir pas pu, les autres pour n'avoir pas voulu faire usage de leurs talents.

On en trouverait plusieurs de nos jours, et il n'en est pas un qui se refusât au bien du genre humain. Tel dit qu'il n'abandonnerait pas sa patrie, qui la quitterait, du moins pour un temps. Mais la personne rare, c'est l'homme de génie qui, se trouvant en place, prendra soin de les rassembler, ce roi philosophe sous lequel son peuple sera heureux.

56. Il ne faut adopter une loi qu'après une expérience de plusieurs années, pendant lesquelles elle pourra être rectifiée.

57. Elle doit être exécutée uniformément et sans la moindre restriction dans tous les lieux de la même obéissance. Un même ordre judiciaire, l'égalité des poids, des mesures, des monnaies, des impôts, enfin plus de conformité en tout, lieraient mieux ensemble tous les habitants. Tant de diversité dans les usages influe sur les caractères.

Une chose aussi essentielle que la loi même, c'est de veiller soigneusement à son exécution, sans quoi, peine et profit, tout serait perdu. Ce senties rênes du gouvernement. Elles doivent être dans une action

continuelle : cette vibration vivifie l'État. Négliger l'exécution des lois, c'est arracher les bornes éternelles posées entre le vice et la vertu. Il faudrait, comme pour le contrôle, mander dans toutes les provinces des inspecteurs pour les faire observer rigoureusement. C'est l'emploi originaire des maîtres des requêtes.

Lycurgue nous fournit un grand exemple de ce que peut l'autorité des lois.

58. Une loi une fois jugée bonne, on ne doit y innover que pour de très grandes raisons.

Lorsqu'on change quelque chose à la loi, il faut le faire avec une pompe imposante, mais ces cérémonies ne doivent jamais être incorporées à la loi, qu'elles surchargent inutilement ;

Donner de temps en temps et par époques fixes, une édition de la loi, toujours autorisée par le législateur. S'il y est survenu quelque changement, l'insérer dans la nouvelle édition, en son lieu, dans le corps de l'ouvrage, sans en faire un article à part.

59. Le luxe, presque inséparable des États florissants, est recueil des mœurs et la ruine des familles. Il n'y a que l'autorité des lois bien exécutées qui puisse lui mettre un frein.

La défense faite par Henri IV de porter l'or et l'argent sur les habits, hormis aux libertins et aux filles de joie, était fort sage.

60. L'équité dicte la peine du talion, d'infliger à chaque forfaitier une punition analogue à son crime. De là vient qu'en Pologne on punit un adultère en le clouant contre un mur par l'instrument de son putié, qu'en France on brûle les incendiaires, ⁴ quelque part on fait mourir par le poison les empoisonneurs, et que partout on punit la mort par la mort.

Mais il n'y a absolument que ceux qui ont en effet procuré la mort qui dussent être punis par la mort, puisque Dieu seul peut bien juger de l'intention des hommes, et que les indices du projet d'un crime ont souvent fait condamner des innocents. C'est pourquoi, dans le doute, les juges inclinent toujours du côté de la peine la moins rigoureuse.

Ainsi, à l'exemple d'un grand prince de notre temps - l'Empereur - il faudrait réserver la peine capitale pour les seuls cas jugés les plus énormes et les plus dangereux au salut de l'État, par la saine jurisprudence et par l'opinion universelle.

61. L'État est composé de gens de deux sortes : de nobles et de roturiers. Parmi les premiers, il y a la haute et la basse Noblesse, et parmi les seconds, les bourgeois et le peuple.

Ces deux espèces se divisent en sept classes : prêtres, magistrats, soldats, fermiers, marchands, laboureurs et artisans, les marins étant compris dans la troisième et la cinquième classe.

On peut encore les diviser en princes et pairs, haut et bas Clergé, haute et basse Noblesse, haut et bas militaire, hauts et bas justiciers, marins du premier et du second ordre, gens d'arts libéraux et artisans, agriculteurs, manufacturiers et marchands, fermiers.

Le moyen de distinguer les états et d'entretenir de la subordination entre eux serait :

D'assigner aux citoyens de chaque classe qui n'auraient point par état un habit particulier, une couleur pour les habits, donnant à ceux de la première le choix des couleurs, ensuite à ceux de la seconde et ainsi jusqu'aux derniers ;

De régler la qualité des gens, c'est-à-dire empêcher chacun de se dire plus qu'il n'est ; comme un bourgeois, gentilhomme ; un procureur, avocat ; un soldat, officier ; un simple chanoine, abbé, etc.

La Noblesse étant la récompense de la vertu, du mérite, c'est un grand mal de la rendre vénale ou de la laisser usurper.

Dans le premier cas, il faudrait réduire les deuils à un crêpe placé au bras, comme le portent les militaires. Ce crêpe serait blanc pour ceux qui auraient l'habit noir, et noir pour ceux qui auraient des habits qui ne seraient pas blancs⁵. On ne porterait qu'un simple tour pour le petit deuil, et deux tours séparés pour le

⁴ que

⁵ noirs

grand deuil ;

Dans le second ⁶, établir un livre d'or dans chaque province pour la Noblesse, et défendre, sous peine de confiscation de corps et de biens, à tout homme de prendre la qualité de noble sans être inscrit, ou sa famille, dans ce livre, car la Noblesse étant une récompense du mérite, c'est faire tort à ceux qui la possèdent de les confondre avec des gens qui n'ont pour toute vertu qu'une sotte vanité.

62. Comme les choses respectables, représentées de la manière qui leur est analogue, sont d'un effet beaucoup plus frappant, il faudrait bâtir pour les parlements de superbes basiliques, de beaux hôtels pour les gouverneurs, des temples majestueux.

63. Il ne faudrait que deux degrés de juridiction, les ordinaires et le parlement.

Les ordinaires, établis au milieu d'un certain nombre de paroisses, seraient composés du juge de chaque paroisse, lesquels siègeraient en corps et connaîtraient de toutes affaires civiles, criminelles, ecclésiastiques, réelles, personnelles et mixtes, et jugeraient souverainement jusqu'à 100 l. de capital et 5 l. de rente liquides.

L'appel de leurs sentences serait relevé aux cours souveraines dont ils ressortiraient, non contre la partie qui aurait gagné son procès, mais dans tous les cas contre les juges, dont l'un irait soutenir le jugé.

Si la sentence était confirmée, on condamnerait l'appelant en une amende envers les premiers juges. Si la sentence était infirmée ou cassée, l'on examinerait si les juges locaux avaient manqué par ignorance ou par improbité.

Dans le premier cas, ils seraient condamnés aux dépens de l'appel, et dans le second, ceux des juges dont la voix aurait prévalu seraient interdits pour toujours ;

64. Supprimer dans les juridictions subalternes les huissiers, les procureurs, les avocats et les greffiers. La fonction des premiers serait remplie par les parties ou leurs procureurs ad hoc, les uns et les autres assistés de deux voisins de l'intimé ; celle des deux autres par les parties elles-mêmes ou un de leur près parents, et celle de greffier par le plus jeune des juges.

Toutes demandes, défenses et plaidoyers seraient faits verbalement. Il ne resterait par écrit que les sentences et les enquêtes ;

65. Ne condamner personne sans l'entendre. Mais, si l'assigné refusait de comparoir, ou quelqu'un pour lui, sur l'assertion faite par ses deux voisins, témoins de sa morosité, il serait contraint par corps par la brigade, dont il paierait la course et celle des deux voisins.

66. Les parlements seraient composés de 96 membres uniquement, dont 4 présidents et 92 conseillers, les gens du Roi, greffiers et huissiers audienciers étant supprimés, et leurs fonctions remplies par les juges eux-mêmes. Ces cours s'occuperaient à terminer indifféremment toute sorte de procès, lesquels procès seraient jugés chacun à son tour, selon la date qu'ils auraient prise. Un procès entamé serait jugé avant d'en commencer un autre. Ces arrêts seraient écrits sans ratures ni interlignes et signés par chaque juge ; les plunitifs, bien peints et garnis d'une table, seraient reliés proprement en volumes égaux.

67. Les présidents seraient nommés par le Roi.

Les conseillers seraient choisis par les juges des ordinaires parmi eux, et ceux-ci par les justiciables.

Les premiers seraient autorisés ou rejetés par le Roi, et les seconds par les parlementaires.

68. Tous jugements contiendraient l'histoire de la cause et seraient motivés.

69. La justice serait rendue nuit et jour, sans interruption, pendant toute l'année. Et pour cet effet :

Les juges seraient divisés en quatre compagnies égales, dont chacune siégerait consécutivement pendant trois mois.

Chaque compagnie se partagerait en quatre subdivisions, chacune desquelles, composée de six membres,

⁶ cas

siégerait six heures par jour, trois heures avant et trois heures après midi.

70. Aux parlements où leur ministère serait reçu, les avocats ne pourraient point agir sans une procuration de leurs clients.

Dans la même affaire, il ne serait jamais passé en taxe au-delà de deux plaidoyers ou mémoires.

Dans les questions de fait, les juges se fixent sur les actes et non sur les écritures des avocats, qui pour cette raison n'entreraient point en taxe.

Comme d'un côté il est injuste qu'un défaut de forme fasse perdre une cause bonne au fond, et de l'autre que l'observation des ordonnances est essentiellement nécessaire, pour remédier à tout, au lieu de casser un jugement ou tout autre acte pour un défaut de forme, il faudrait condamner les contrevenants, et non leurs parties, en une amende envers le Roi.

71. Les frais de la procédure de décret d'un fonds en absorbent souvent la valeur, et la séquestration en occasionne le dépérissement.

Après que le délai accordé au débiteur pour se libérer s'est écoulé infructueusement, au lieu de séquestrer son bien ou d'en poursuivre le décret il faudrait en expédier à dire d'experts, aux créanciers, en paiement, selon la priorité de leurs hypothèques, commençant par les fonds les moins chéris du débiteur, de son aveu. Les frais de l'estimation seraient supportés par celui, du créancier ou du débiteur, qui, après avoir vu le fonds, aurait le moins approché de son véritable prix, le rabatement demeurant ouvert pendant dix ans au discuté .

72. Permettre à chacun d'être jugé selon les lois du royaume par dix de ses pairs sans reproche, c'est-à-dire contre lesquels aucune des parties n'ait de moyens légitimes de récusation.

73. Il y a des règlements qui défendent aux notaires d'instrumenter, excepté dans un cas pressant, hors de leur retenue ; qui donnent ordre à la conservation des papiers publics. Mais à quoi servent ces sages dispositions, si elles ne sont point exécutées ?

74. Le bonheur d'un État dépend du choix des personnes qui exercent les différentes fonctions publiques. Le savoir d'employer chaque homme au talent qui lui est propre exige un génie du plus grand discernement.

Le choix bien fait ne suffit pas : il faut encore récompenser chacun à proportion de son mérite et de son travail, et alimenter ainsi l'ambition innée dans tous les hommes, la vertu même ayant besoin d'aiguillon.

Il est rare qu'un homme du peuple, fût-il universel et unique pour le conseil et l'exécution, parvienne aux premières charges. On n'a presque pas vu un soldat devenir général, un simple vicaire évêque, un juge banneret président. Ici, comme pendant un temps à Rome, cette classe de citoyens est regardée par les grands comme incapable d'occuper les grands emplois. Ce préjugé en France est un reste du servage de l'ancien temps.

Autant la charge d'un juge le rend recommandable, autant il doit se faire estimer par ses lumières et être respectable par l'intégrité de ses mœurs. L'emploi suppose le mérite : le mérite doit ennoblir l'emploi.

75. Rien n'est plus capable de ruiner un empire que la vénalité des charges. Alors toutes les vertus sont anéanties.

L'or tient lieu de génie, d'héroïsme, de vertu.

La justice doit être rendue gratuitement. Mais si le travail mérite de lui-même un salaire, si le sacrificateur vit à bon titre de l'autel du sacrifice, si les militaires, outre l'honneur de leurs emplois, reçoivent encore une récompense, il faut aussi que celui qui rend la justice, personnage non moins utile, soit entretenu aux dépens de son état, aujourd'hui surtout que, la multiplicité des dépenses ayant augmenté le besoin de gagner, il y a peu de gens qui puissent travailler gratuitement, et ⁷ n'y en a point qui veuillent le faire.

Il faudrait donc pourvoir aux gages des officiers de justice aux dépens du trésor public, les déchargeant du pouvoir odieux de se taxer arbitrairement eux-mêmes ;

⁷ il

76. Rendre les dîmes égales dans tout le royaume ;

77. Obliger à résidence tous les bénéficiaires que leurs supérieurs n'appelleraient point ailleurs,

78. Il faudrait que les gens de guerre ne fussent jamais oisifs ; qu'en temps de paix ceux qui ne seraient point employés à la garde des places fussent occupés à la réparation et à la construction des places fortes, des palais, des ponts, des chaussées, des chemins et autres ouvrages publics. Les officiers, aidés de bons ingénieurs, présideraient aux travaux et les soldats les exécuteraient, sans qu'à raison de ce, la discipline et les services militaires fussent aucunement négligés. Il faudrait en même temps que les officiers et les soldats fussent payés à proportion de leur service. Par ce moyen, le service deviendrait une école de bravoure et de travail où tout le monde apprendrait à se rendre utile. Une meilleure nourriture, une occupation journalière entretiendraient la force et la santé dans les troupes. L'activité succéderait à la paresse et insensiblement la vertu prendrait la place du vice.

79. La plus excellente politique d'un roi pour le bonheur de ses sujets, est de mettre les gens de bien en charge et d'en éloigner peu à peu les méchants. Alors, quelque mauvaises que soient les lois, par l'usage qu'on en fera le peuple sera heureux.

Les meilleures lois deviennent inutiles, si l'on ne veille strictement à leur observation, tout comme les plus beaux projets du monde sans exécution sont des chimères.

Un bon roi est un grand don que Dieu fait aux hommes.

Nous espérons fermement que la religion du nôtre attirera sur son peuple les bénédictions célestes, et que son règne sera heureux. Dans un âge peu avancé, il a fait de grandes choses. Il a un bon Conseil.

Plusieurs personnes peuvent avoir dit avant, et beaucoup mieux, ce que nous écrivons. Mais s'il y avait ici une seule bonne réflexion qui leur eût échappé, notre travail serait encore utile.

80. Du pays des Cévennes.

Le pays des Cévennes est rude, montueux, infertile, et l'un des plus mauvais du royaume, presque sans grains, sans manufactures, sans commerce, fort sujet aux cas fortuits. C'est l'Arabie Pétrée de la France.

Son terroir n'a été fertile qu'un temps : c'était lors de son défrichement.

Les collines, pour être rendues fructifères, doivent être coupées, de distance en distance, par des tranchées ou soutenues par des murailles. Sans ces précautions, les innombrables ravins formés par les grandes pluies emportent la terre, déracinent les arbres et lavent jusqu'au rocher.

Tous les travaux y sont faits par les hommes uniquement, ce qui les rend d'autant plus longs, pénibles et coûteux. Les plus vigilants et laborieux ne peuvent pas éviter la détérioration de leur fonds.

Pour aider à reconnaître ce pays, jetons les yeux sur ses productions naturelles, les seules qu'il ait.

81. Minéraux. Une mine de plomb, une mine de couperose, quelques mines de charbon exploitées au profit des étrangers, quelques mines de fer, quelques mines d'antimoine, abandonnées.

Qualités de terre : argileuses, pierreuses, maigres, légères, sèches.

82. Végétaux. Chênes verts et blancs, châtaigniers, mûriers, fruitiers de mauvaise qualité, ceps de vigne, arbrisseaux et broussailles, peu de seigle, d'orge et d'avoine, quelques légumes, simples sur les hautes montagnes, jardinage, herbes.

83. Règne animal. Point de bête de somme, ni de labour, bêtes à laine, pourceaux, chèvres, quelques autres animaux domestiques, reptiles, oiseaux, quelques autres animaux sauvages, poissons, le tout en petite quantité.

84. Aux trois sources de misère inhérentes aux Cévennes, qui sont : la rudesse du pays, l'aridité du sol et la peine des cultures, s'en joignent trois autres accidentelles : le crédit, père de l'usure, le nombre prodigieux de praticiens ruineux, enfantés par le dédale des lois et les formalités souvent inutiles de la procédure, et la norme des charges fixes et casuelles.

Les moyens de dédommager ce misérable pays des beaux dons de fertilité, d'agrément et de température dont la nature semble avoir oublié de lui faire part, en en comblant une bonne partie de la France, seraient :

1° De ne le charger d'impôts réels que sur la somme de ses productions quittes de culture, et d'anéantir les édits bursaux ;

2° D'établir des greniers publics d'abondance et d'abolir le crédit à la fin de ce siècle ;

3° D'autoriser les juges subalternes à juger souverainement jusqu'à 100 l. de liquide en principal, de leur donner des appointements fixes et point de casuel, et de réduire considérablement les droits des procureurs postulants.

85. Observations sur le premier article.

Il faut faire en sorte qu'il reste à tout tenancier économe, après avoir entretenu son bien en bon cultivateur et payé ses charges, de quoi pourvoir à son vestiaire et à l'entretien de sa maison.

Cinq arpents de terre en surface réelle des montagnes des Cévennes ne valent pas au-delà d'un arpent de terre du bas Languedoc. Il faudrait donc, pour qu'un impôt territorial fût réparti avec égalité, que cinq arpents de terre des Cévennes ne fussent pas plus chargés qu'un arpent du bas Languedoc .

On peut diviser le produit d'un héritage en dix onces, dont il faut cinq, ou la moitié, pour les cultures.

Partagez avec équité les autres cinq onces entre le Roi, le décimateur, les charges municipales, le seigneur censier et le propriétaire. Le timbre, le contrôle, le 100^e denier et le franc-fief absorbent en dix ans l'entière valeur du bienfonds.

86. ⁸ sur le second article.

Le crédit séduit les bailleurs par l'appât du gain qu'il leur procure, et les preneurs par l'aisance momentanée qu'il leur donne ; objets qui occasionnent l'usure du premier et la ruine du second.

Si le crédit, ou prêt à jour ou à temps, était aboli, il en résulterait que celui qui ne pourrait point acheter comptant vendrait ou troquerait ce qu'il a pour ce dont il aurait besoin, ou, s'il n'avait rien, qu'il travaillerait pour se procurer le nécessaire, ou mendierait ; quatre moyens dont usent tous les jours, sans qu'on y trouve à redire, ceux qui, avec du bien, sont décrétés⁹ et ceux qui sont sans biens.

87. Sur le troisième article.

Il paraît déplacé qu'à raison de peu de chose on puisse passer de grands frais, même relever un appel dont les dépens, excédant fort souvent le principal, deviennent ruineux, et que le moindre praticien d'une juridiction bannerette gagne plus que le juge.

Il faudrait mettre notre code dans une forme plus brève, méthodique, parfaite et générale, fondant ensemble le droit écrit, nos ordonnances, nos coutumes et la jurisprudence des arrêts.

Une contrée si pénible et pauvre que les Cévennes, qui a besoin d'encouragements et de secours, est en droit d'avoir des représentants aux États généraux, pour porter ses doléances au pied du trône, en face de la Nation assemblée.

Sa situation et sa misère sont sues de tout le monde.

Les cartes et descriptions qu'on en a achèveront de la faire connaître.

88. De la communauté de Sénéchas.

La communauté de Sénéchas, au diocèse d'Uzès, est composée de quatre petits mandements réunis qui sont : Sénéchas, Peyremale, Vern et Malenches, et se divise en vingt-quatre villages appelés : Sénéchas, Fontanilles, Rouis, Brugèdes, Chalap, Martinenches, Malenches, Vern, Dieusses, Tarabias, Chamboredon, Chareneuve, Le Chambon, Martinet-Neuf, Chambovernès, Cornac, Les Bouziges, Mercoire, Clamont, Le

⁸ Observations

⁹ décrétés

Puech, Bordézac, partie de Bedousses, partie d'Aujaguet et Trouillas d'Aujac.

La communauté de Sénéchas est sise sur trois chaînes de montagnes, celle de Chalap, Brugèdes et Sénéchas, celle de Vern, Dieusses et Tarabias, et celle de Bouziges, Clamont et Le Puech, et coupée du couchant au levant, par trois rivières : la Cèze, l'Homol et le Luech.

Deux bouts de chemin royal en croisent les extrémités du levant et du couchant.

Sa situation est rude et escarpée. Les montagnes de la Lozère, qui sont au couchant et la dominant, en rendent le climat fort froid. En automne, les torrents qui descendent des monts entraînent le terrain, déracinent les arbres et la rendent de jour en jour plus pénible. Les collines, arides en général, sont lavées pendant les pluies par des ravins innombrables qui en rendent le sol toujours plus ingrat. Les lambeaux de vallon qu'il y a le long de l'eau sont sujets, les uns à être inondés, les autres empierrés et fort endommagés par les rivières dans leurs crues. Il y a des bois sauvages dans plusieurs lieux, à cause de la maigreur du terroir et de la rudesse du pays. Le roc s'y montre à découvert en mille endroits, et presque partout se trouve à deux pieds de terre.

Le principal revenu consiste en châtaignes, qui ne suffisent pas pour la nourriture des habitants. On n'y recueille pas au delà du trentième du blé nécessaire à la subsistance.

Il y a de la feuille de mûrier d'un produit casuel, quelques légumes, fruits, prairies, vignes. Les cabaux consistent en bêtes à laine peu nombreuses et quelques chèvres, même prohibées, et fort peu de pourceaux.

Tous les travaux sont faits par la main des hommes, et sont ainsi plus pénibles, longs et coûteux.

Il aurait été avantageux à la communauté qu'on eût laissé incultes et en forêts les quartiers les plus montueux et escarpés, ceux remplis de rochers, les qualités de terrain argileuses et infertiles et les endroits trop exposés à la sécheresse, ce qui comprend plus de la moitié de son tènement. La raison en est qu'on n'aurait pas jeté sur cette communauté une si forte cote de tailles, peu proportionnée aux facultés des habitants, et qu'une partie de ce territoire, se trouvant en bois, aurait fourni le moyen de tenir des cabaux suffisants pour en améliorer le reste. D'où l'on conclut qu'il serait bon que tous les endroits scabreux, arides, remplis de rochers, dont le revenu, bien loin d'en payer les charges, est absorbé par la culture, ces endroits formant au moins la moitié de l'étendue de la communauté, fussent remis en bois de chênes verts et blancs, arbustes, genêts et broussailles, comme ils étaient auparavant.

La communauté de Sénéchas est fort exposée aux cas fortuits. Les grêles, les ouragans, les crues d'eau, les vicissitudes de gel et de dégel successifs, les brumes, frimas et gelées blanches, les sécheresses et ¹⁰ longues pluies hors de saison, portent préjudice, presque tour à tour, à toutes les récoltes. Au mois de janvier dernier, la neige y a fait un abattis d'arbres et de branches, nommément de châtaigniers et de mûriers, si considérable, que l'on fait monter les ébranchements au quart des entières branches.

La communauté de Sénéchas est, même proportionnellement, plus chargée en tailles et capitation que les communautés voisines. La raison est que, depuis la faction du compoix général du diocèse, son terrain, plus exposé, a plus souffert que les autres.

Néanmoins, si les besoins de l'État l'exigent, la communauté offre de supporter patiemment, jusqu'à un temps plus favorable, la quotité exorbitante de charges, et encore plus, s'il le faut absolument, observant qu'un sacrifice est plus ou moins généreux, selon qu'il coûte plus ou moins à celui qui le fait.

89. État des charges ordinaires de la communauté.

Charges royales et municipales.....	10 000 l.
Dîme ecclésiastique, outre la dominicature et le casuel..	5 000 l.
Droits seigneuriaux.....	5 000 l.

Indépendamment des charges foncières ci-dessus et des lods au quint, la communauté paie des droits casuels exorbitants, tels que contrôle, 100^e denier et franc-fief, qui en dix ans environ emportent l'entière valeur des biens-fonds.

90. Il faut supplier humblement Sa Majesté de supprimer ou réduire les édits bursaux.

¹⁰ les

91. Les ecclésiastiques jouissant de revenus immenses, la communauté vote, qu'après leur en avoir assuré assez pour leur honorable entretien, le surplus soit employé à payer les dettes de l'État jusqu'à l'extinction de celles-ci. Et après la liquidation des dettes de l'État, que le même superflu serve, en conformité des arrêts de règlement, à aumôner les pauvres des pays où ces revenus sont perçus.

Ainsi arrêté à Sénéchas, le 11 mars 1789, approuvant les renvois, ratures et interlignes.

11

Le lieu de Bordézac dépend de la paroisse de Peyremale pour le spirituel. La dime du village, qui s'y perçoit au onzième, est d'une valeur annuelle de 800 l. et, quoiqu'il y ait une église, nombre d'âmes et de difficultés insurmontables, telles que celles résultant de la rudesse du chemin et la grosseur d'une rivière, qui conséquemment nécessiteraient la desserte de cette église, néanmoins le prieur et l'évêque diocésain s'y refusent, au mépris de l'Édit que Sa Majesté rendit pour permettre aux évêques de faire les corrections nécessaires dans leurs diocèses, pour le salut des âmes de leurs diocésains. C'est donc dans cette circonstance que cette partie d'habitants, subjugués sous le poids de l'autorité de leurs pasteurs et de leur prélat, font la réclamation de ce service comme faisant une de leurs doléances.

¹¹ Note jointe au cahier.